

Lettres Patentes du Roi pour le Collège de Louis-le-Grand.

Numéro d'inventaire: 1979.08104

Auteur(s): Louis XV

Type de document : texte ou document administratif

Imprimeur : Simon (P.G.) Imprimeur du Parlement et du Collège de Louis-le-Grand

Période de création : 3e quart 18e siècle

Date de création : 1765

Description : Feuilles imprimées cousues ensemble artisanalement. Bandeau ornemental et

armorié en tête de la première page.

Mesures: hauteur: 273 mm; largeur: 211 mm

Notes: Deux dates différentes: "Données à Versailles au mois d'Août 1765" (en tête de brochure) et "Donné à Versailles le seizième jour du mois d'Août l'an de grâce mil sept cent soixante quatre" (en fin de texte). Registrées au Parlement de Paris le 28 août 1764. Imprimé en 1765. Lettres patentes du Roi "qui confirment les Unions de Bénéfices faites au Collège de Louis-le-Grand, et la concession de divers privilèges, exemptions et prérogatives qui lui ont été accordés". Conservation: voir boîte enseignement masculin.

Mots-clés : Prospectus, règlements, statuts d'établissements

Filière : Lycée et collège classique et moderne

Niveau : Post-élémentaire Nom de la commune : Paris Nom du département : Paris

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 12 **Lieux** : Paris, Paris



LETTRES PATENTES

DUROI

QUI confirment les Unions de Bénéfices faites au College de Louis-le-Grand, & la Concession de différens Priviléges, Exemptions & Prérogatives qui lui ont été accordés.

Données à Versailles au mois d'Août 1765.

OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVAR-RE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront: SALUT. Par l'Article XLV de nos Lettres Patentes, du vingt-un Novembre dernier,

par Iesquelles Nous aurions réglé ce qui concerne le Collége Royal de Louis-le-Grand, de notre bonne Ville de Paris. Nous Nous serions réservé de faire connoître, par la suite, plus particuliérement nos intentions sur les Unions de Bénésices faites audit Collége avant les Lettres Patentes du mois de Novembre mil six cent quatre-vingt-deux, qui l'avoient déclaré de Fondation royale, & lui auroient accordé dissérens Priviléges,

A

2

Exemptions & Prérogatives; & Nous aurions ordonné que lesdits Bénéfices continueroient d'être, par provision, régis & administrés en la forme prescrite par nos Lettres Patentes du deux Février mil sept cent soixante-trois; mais la nécessité de foutenir un Etablissement devenu encore plus utile & plus confidérable, par la réunion que Nous aurions jugé à propos d'y faire, par nosdites Lettres Patentes du vingt-un Novembre, de tous les Boursiers des Colléges de notredite Ville, dans lesquels il ne se trouvoit plus de plein Exercice; & les représentations qui nous ont été faites à ce sujet, par le Bureau d'Administration dudit Collége, ne Nous on pas permis de différer plus longtems de Nous expliquer fur lesdites Unions; Nous avons donc cherché à concilier autant qu'il étoit possible, les engagemens que Nous avons bien voulu prendre par nosdites Lettres Parentes du deux Février mil sept cent soixante-trois, & par celles du deux Avril dernier, avec la faveur que mérite cet Etablissement; & c'est dans cette vue que Nous Nous fommes réservé, pendant le tems que Nous avons jugé nécessaire pour les remplir, une somme annuelle sur le revenu desdits Bénéfices, en même-tems que Nous confirmerons lesdites Unions, & que Nous laisserons la Régie desdits Bénéfices unis, & la jouissance du surplus de leurs revenus aux Administrateurs dudit Collége. Nous avons même cru devoir le dédommager en quelque sorte de cette retenue; en lui accordant la permission de couper le quart de réserve des Bois de l'un des Bénéfices unis, & Nous avons bien voulu augmenter encore cette faveur, en l'exemprant des formalités, & des droits auxquels lesdites Coupes sont soumises. Nous avons enfin cherché à lui donner de nouvelles preuves de notre protection, foir en lui accordant le Franc-Salé, & les différentes Exemp3

tions dont jouissoient la Maison Professe & celle du Noviciat, & en le maintenant dans la jouissance de quelques Rentes dont il avoit joui avant nos Lettres Patentes du vingt-un Novembre, soit en expliquant plus expressément nos intentions sur quelques point de Police & de discipline intéressans pour le succès d'un Etablissement si utile pour nos Sujets, & si digne de toute notre attention. A CES CAUSES & autres, à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science. pleine puissance & autorité royale, Nous avons ordonné, & par ces Présentes, signées de notre main, ordonenos, voulons & nous plaît ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

L'Abbaye de Saint Martin-aux-Bois, Diocèse de Beauvais; les Prieurés de Gargenville & de Montalet, Diocèse de Rouen; de Villenauxe, Diocèse de Troyes; & la Maladrerie de Brie-Comte-Robert, Diocèse de Paris; demeureront unis à notre Collége de Louis-le-Grand; confirmons en tant que de besoin, les unions précédemment faites desdits Bénésices & Maladrerie audit Collége en faveur de l'éducation de la Jeunesse; imposons silence à notre Procureur Général, & à tous autres qui voudroient attaquer les dites unions, & ce pendant dix ans, à compter du jour des demandes, pendant lequel tems voulons qu'il puisse être procédé de nouveau: si faire se doit, dans les formes en tel cas requises aux unions de ceux desdits Bénésices dont les procédures ne se trouveroient pas entierement en regle.

II.

Les biens desdits Bénéfices continueront d'être régis & administrés jusqu'au premier Janvier 1765, en la forme prescrite A ij